

**Nations unies - Faire face aux
problèmes nouveaux et complexes
qui menacent la paix et la sécurité
internationales - Intervention du
représentant permanent de la
France auprès des Nations unies -
Conseil de sécurité**
(New York, 20 décembre 2017)

Monsieur le Président,

Je voudrais d'abord remercier la présidence japonaise du conseil de sécurité d'avoir pris l'initiative de ce débat, particulièrement bienvenu dans le contexte actuel, et le secrétaire général des Nations unies pour son exposé très éclairant.

Les débats et discussions que nous avons eus tout au long de cette année ont montré que les défis actuels à la paix et la sécurité internationales sont à la fois complexes et multifformes, et qu'ils appellent une réponse globale dans son approche et diversifiée dans son application, qui sache s'adapter aux spécificités de chaque crise.

Avec la globalisation du monde est venue celle des menaces. Le terrorisme ne connaît pas de frontières, les épidémies ou le changement climatique ont parfois des effets très concrets sur la stabilité des pays et peuvent menacer la sécurité d'une région entière. L'ONU doit être en mesure d'y répondre, en faisant appel à l'ensemble de ses outils et en agissant de manière intégrée sur les causes profondes de ces menaces. C'est tout l'objet de la réforme du secrétaire général, qui vise à donner à l'ONU la capacité de travailler de manière intégrée pour prévenir les conflits et répondre à leurs causes profondes. Les États membres doivent y répondre aussi, en agissant de manière collective, comme c'est la vocation de ce conseil.

Sans chercher ici à être exhaustif, je souhaiterais revenir sur deux de ces défis complexes et sur un enjeu majeur :

Le premier défi, Monsieur le Président, est celui du terrorisme : le terrorisme est aujourd'hui l'une des principales menaces à la paix et à la sécurité internationales. Qu'il s'agisse de groupes tels qu'Al-Qaïda, Daech ou Boko Haram ou d'individus inspirés par leur idéologie de la barbarie, la menace terroriste n'a jamais été aussi élevée. Le phénomène des combattants terroristes étrangers et le recours massif à Internet et aux réseaux sociaux à des fins de recrutement, de financement ou d'appel au passage à l'acte ont également donné une nouvelle dimension à la menace. Si rien ne peut justifier le terrorisme, nous savons que celui-ci se nourrit de la misère, de l'insécurité, du déracinement ou encore des déséquilibres économiques et sociaux. Il se nourrit également de la criminalité transnationale organisée et de ses multiples trafics.

Face à une menace de cette ampleur, il est essentiel que les États adoptent une approche holistique, examinant tous les facteurs, économiques, politiques, culturels, sociaux. Contre ceux qui opposent la barbarie à notre manière de vivre, à notre liberté, à notre démocratie, nous devons mener ensemble un combat implacable et multi-fronts, dans le respect de nos valeurs et avec les armes du droit. Le terrorisme fait aujourd'hui partie de ces grands défis mondiaux face auxquels les États ne peuvent plus agir seuls. La conviction de la France, comme le Président Macron l'a rappelé à la tribune de l'Assemblée générale en septembre, c'est que le multilatéralisme est la bonne réponse, sur le terrain de la légitimité mais aussi sur celui de l'efficacité, pour répondre à ces défis.

La situation du Sahel illustre les dangers du terrorisme et la nécessité d'une réponse globale. La menace sécuritaire qui pèse sur les États du Sahel nous concerne tous. Elle appelle une réponse collective.

Sur le plan sécuritaire, la Force conjointe du G5 Sahel est un exemple de réponse commune et concertée à cette menace, qui appelle un appui fort et coordonné des Nations unies et de chacun d'entre nous. C'est le sens de la résolution 2391 que le conseil de sécurité vient d'adopter.

Cette réponse doit aller de pair avec un fort soutien au développement, qui puisse apporter des solutions pérennes aux problèmes de la région. C'est le sens des efforts d'accompagnement menés dans le cadre de l'Alliance pour le Sahel, afin notamment améliorer l'employabilité des jeunes et l'éducation, l'agriculture, l'énergie ou encore la gouvernance et la sécurité.

Monsieur le Président,

Le second défi que je souhaite souligner ici est celui du changement climatique : les causes profondes d'une crise sont souvent multiples et le réchauffement climatique est un facteur aggravant dans un contexte de fragilité.

2017 a été l'année la plus chaude jamais enregistrée. Les événements climatiques extrêmes frappent par leur intensité et par leur fréquence. Aucun pays n'est aujourd'hui épargné. Nous ne pouvons plus ignorer ses conséquences profondément déstabilisatrices. Les populations les plus vulnérables, déjà exposées à d'autres facteurs de conflit, qu'ils soient politiques, sociaux ou environnementaux, en sont les premières victimes.

Pour les petits États insulaires en développement et les pays côtiers, leur propre survie est en jeu. Leur submersion, liée à la montée des océans, entraînerait en outre des vagues migratoires massives particulièrement déstabilisantes pour la sécurité de ces régions. Il en est de même dans les zones où la désertification oblige les populations à abandonner leurs champs.

Nous disposons aujourd'hui des moyens technologiques et financiers pour construire un avenir propre et sûr et protéger les générations futures. Le changement climatique n'est pas - ou pas

encore - une fatalité. La France est convaincue que la réponse doit passer d'abord par la mise en oeuvre effective et rapide de l'Accord de Paris. Notre priorité immédiate est de le mettre pleinement en oeuvre car l'action climatique constitue la meilleure façon de prévenir les crises liées au réchauffement. C'est le sens de la conférence internationale sur le financement de l'action climatique que le président Macron a organisé il y a quelques jours à Paris avec le secrétaire général des Nations unies et le président de la Banque mondiale.

Monsieur le Président,

L'enjeu majeur pour la paix et la sécurité internationales que je voulais mettre en relief est celui du respect des droits de l'Homme : beaucoup des conflits contemporains prennent en effet leur origine dans des violations massives des droits de l'Homme.

Je n'en prendrai que deux exemples :

En Syrie, après des années de répression du régime de Bachar al-Assad contre son propre peuple, c'est bien l'écrasement dans le sang des manifestations pacifiques de la population civile pour le respect de ses droits les plus élémentaires qui a entraîné la situation que l'on connaît.

En Birmanie, ce sont bien les violations graves des droits de l'Homme dans l'État de Rakhine notamment qui ont conduit des milliers de Rohingyas sur les routes fuyant leur région, au détriment de la stabilité régionale : violations des droits civils et politiques comme le droit de citoyenneté, usage disproportionné de la force, ou encore violences sexuelles comme évoqué par la représentante spéciale du secrétaire général Pramila Patten la semaine dernière dans cette même salle.

Lorsque les droits de l'Homme sont bafoués, c'est bien la sécurité régionale qui est menacée.

C'est pourquoi il est essentiel, pour réagir rapidement aux violations graves des droits de l'Homme, que le conseil de sécurité en soit informé par les mécanismes pertinents, notamment par le Haut-Commissariat aux droits de l'Homme dont le rôle d'alerte précoce est essentiel. C'est pourquoi il importe aussi de doter les opérations de maintien de la paix de mandats robustes de protection des civils et des droits de l'Homme et d'assurer la pleine mise en oeuvre de ces mandats.

Enfin, l'impunité des responsables de violations intolérables à la conscience humaine constitue également une menace au rétablissement durable de la paix. Elle sape la confiance de la société civile et, avec elle, les perspectives de solutions politiques. C'est dire combien la lutte contre l'impunité, à travers les mécanismes juridiques pertinents et notamment via la Cour pénale internationale, lorsqu'elle est compétente, est à la fois primordiale en elle-même mais aussi essentielle à la paix et la réconciliation.

Monsieur le Président,

Pour conclure, ces défis complexes, combinés aux menaces anciennes mais toujours présentes que sont les conflits interétatiques ou la prolifération nucléaire, nous concernent tous - immédiatement et collectivement.

Nous devons donc tous et chacun, collectivement, y répondre. Les Nations unies doivent également pouvoir le faire. Nous saluons la volonté du secrétaire général de faire en sorte que l'organisation puisse relever ce défi, en la réformant et la rendant plus agile, plus cohérente et plus efficace. La France soutient pleinement ces efforts.

Ce que montre le débat d'aujourd'hui, c'est que tous nos défis contemporains sont mondiaux et qu'ils appellent donc une réponse globale, qui fasse le lien entre paix et sécurité, développement et droits de l'Homme, et qui soit ancrée dans le dialogue et le multilatéralisme. C'est en menant une action déterminée sur ces trois volets, dans le respect des valeurs fondatrices universelles de l'ONU, qui protègent les individus partout sur la planète et garantissent leur dignité, que nous parviendrons à répondre collectivement et de manière durable à ces défis.

Je vous remercie./.